

**Modification à l'arrêté du 15 février 1949 portant création d'une commission de coordination des questions immobilières du ministère des finances.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
Sur le rapport du directeur du personnel et du matériel,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 15 février 1949 portant création d'une commission de coordination des questions immobilières intéressant le ministère des finances est complété ainsi qu'il suit:

« Art. 1<sup>er</sup>. — . . . . .  
a) Membres permanents, représentants du:

« Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes ».

Art. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1950.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques  
et par délégation:

Le directeur adjoint du cabinet,  
YVES MALÉCOT.

#### Cabinet du ministre des finances et des affaires économiques.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels;

Vu le décret du 12 juillet 1950 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1950 portant nomination des membres du cabinet du ministre des finances et des affaires économiques,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Denis (Michel), inspecteur des finances, est nommé directeur du cabinet du ministre des finances et des affaires économiques, en remplacement de M. Lorain, conseiller maître à la cour des comptes, qui avait été chargé de ces fonctions à titre temporaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française, et aura effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1950.

Fait à Paris, le 2 octobre 1950.

MAURICE-PETSCHE

#### Délégation de signature.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret du 12 juillet 1950 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1950 portant nomination du directeur du cabinet du ministre des finances et des affaires économiques,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation est donnée à M. Denis (Michel), directeur du cabinet, à l'effet de signer, en l'absence du ministre des finances et des affaires économiques, tous actes, arrêtés ou décisions, y compris les arrêtés de décrets et états exécutoires, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 1950.

MAURICE-PETSCHE.

**Taux de certains prêts à la construction consentis en exécution du décret n° 50-393 du 2 août 1950 et de l'arrêté du 23 septembre 1950.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 septembre 1950: page 10156, 1<sup>re</sup> colonne, article 3, deuxième paragraphe, au lieu de: « majoré de 3 p. 100 en plus », lire: « majoré de 3 p. 100 au plus ».

#### Contrôle et enquêtes économiques.

Par arrêté du 30 septembre 1950, Mme Carli (Marie-Anne), commissaire de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, du contrôle et des enquêtes économiques, est placée, sur sa demande, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1948 au 1<sup>er</sup> mai 1950, en service détaché au ministère de l'intérieur (gouvernement général de l'Algérie, service central du contrôle économique) pour y occuper un emploi de son grade.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Décret n° 50-1218 du 30 septembre 1950 fixant le mode de rétribution des maîtres auxiliaires.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret du 17 mai 1923;

Vu le décret du 18 avril 1934 modifié par le décret du 15 septembre 1934;

Vu les décrets validés des 31 décembre 1941, 30 mars 1942, 13 avril 1942 et 24 septembre 1943;

Vu le décret du 31 juillet 1945;

Vu le décret du 28 août 1946;

Vu le décret du 30 décembre 1948,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans les lycées, les collèges (classiques, modernes ou techniques), les écoles normales primaires, les écoles nationales professionnelles, les écoles de métiers, les écoles de perfectionnement, des maîtres auxiliaires peuvent être chargés, à titre essentiellement précaire, par les recteurs:

Soit d'assurer, à service complet, l'intérim d'un emploi momentanément vacant ou la suppléance d'un fonctionnaire en congé;

Soit de donner, régulièrement et pendant toute la durée de l'année scolaire, un enseignement qui ne constitue pas un service complet, notamment en matière d'enseignements artistiques ou spéciaux.

Art. 2. — La rétribution des maîtres auxiliaires est fixée par référence au traitement des fonctionnaires titulaires indiqués dans le tableau de correspondance suivant:

CATÉGORIE des maîtres auxiliaires.	CATÉGORIE DE TITULAIRES
Maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus de la licence d'enseignement.	Adjoint d'enseignement de l'enseignement du second degré.
Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (degré supérieur).	Professeurs titulaires certifiés (degré supérieur).
Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (premier degré) ou du certificat d'aptitude de l'enseignement de la couture.	Chargés d'enseignement pourvus du certificat d'aptitude (premier degré) ou du certificat d'aptitude à l'enseignement de la couture.
Maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus du baccalauréat. Maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux non certifiés.	Instituteurs des écoles primaires élémentaires.

Art. 3. — Cette rétribution comporte six échelons allant du 1<sup>er</sup> échelon (échelon de début) au 6<sup>e</sup> échelon, et correspondant aux six échelons les plus bas, y compris éventuellement celui de stagiaire, de l'échelle de traitement des catégories de référence; elle est fixée dans les conditions suivantes:

Pour les maîtres auxiliaires à service complet, cette rétribution est, pour chaque échelon, égale à celle du fonctionnaire titulaire correspondant.

Pour les maîtres auxiliaires à service partiel, cette rétribution est réduite selon le rapport de la durée effective du service hebdomadaire accompli à la durée réglementaire maximum du service prévu par les textes en vigueur pour les enseignements considérés.

Art. 4. — Les promotions d'échelon sont attribuées d'après l'ancienneté de service dans les fonctions de maître auxiliaire et compte tenu du mérite professionnel des intéressés.

La répartition des maîtres auxiliaires dans les six échelons prévus à l'article 3 est faite dans la limite des crédits budgétaires calculés sur le taux moyen des différents échelons.

Art. 5. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, les maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus de la licence d'enseignement et les maîtres auxiliaires des enseignements artistiques et spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (degré supérieur ou premier degré) ou du certificat d'aptitude à l'enseignement de la couture, figurant au 31 décembre 1949 aux tableaux académiques de classement seront reclassés dans leur nouvelle carrière telle qu'elle est définie à l'article 3 du présent décret selon les dispositions suivantes :

Ancienne carrière.	Nouvelle carrière.
1 <sup>er</sup> échelon.....	6 <sup>e</sup> échelon.
2 <sup>e</sup> échelon.....	5 <sup>e</sup> échelon.
3 <sup>e</sup> échelon.....	4 <sup>e</sup> échelon.
4 <sup>e</sup> échelon.....	3 <sup>e</sup> échelon.
5 <sup>e</sup> échelon.....	2 <sup>e</sup> échelon.
6 <sup>e</sup> échelon.....	1 <sup>er</sup> échelon.

Les maîtres auxiliaires qui, au 31 décembre 1949, avaient au moins quatre années d'ancienneté dans le 6<sup>e</sup> échelon de l'ancienne carrière, sont rangés au 2<sup>e</sup> échelon de la nouvelle carrière, ceux qui avaient moins de quatre années d'ancienneté sont rangés au 1<sup>er</sup> échelon.

A titre personnel, les maîtres auxiliaires qui, au 31 décembre 1949, étaient rangés au 1<sup>er</sup> échelon de l'ancienne carrière bénéficieront d'un indice égal à celui des fonctionnaires titulaires du 7<sup>e</sup> échelon de la catégorie de référence.

Art. 6. — Sont abrogées les dispositions des décrets des 24 septembre 1943, 31 juillet 1945, 26 août 1946 et 30 décembre 1948, et celles de l'arrêté du 17 mai 1945, ainsi que toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 7. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet du 1<sup>er</sup> janvier 1950.

Fait à Paris, le 30 septembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'éducation nationale,

PIERRE-OLIVIER LAPIE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE-PETSCHÉ.

Le ministre du budget,

RODGER FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique  
et à la réforme administrative,  
PIERRE MÉTAYER.

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Décret du 2 octobre 1950 chargeant le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil de l'intérim du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres,

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution de la République française,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Bourguès-Maunoury, secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, est chargé de l'intérim du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports pendant l'absence de M. André Morice.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 1950.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,  
garde des sceaux, ministre de la justice, par intérim,  
CHARLES BRUNE.

## Enseignement technique.

Par arrêté du 30 septembre 1950, M. Meclot (Auguste), secrétaire d'inspection de l'enseignement technique, 3<sup>e</sup> classe, est placé en service détaché et mis à la disposition de l'inspection principale de l'enseignement technique à Lille en vue d'exercer les fonctions de directeur du centre d'apprentissage annexé au collège technique de Valenciennes, pour une période de cinq années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950.

Par arrêté du 30 septembre 1950, M. Charlot, professeur technique adjoint de collège technique du cadre normal, 2<sup>e</sup> catégorie, 6<sup>e</sup> classe, est placé en service détaché et mis à la disposition du ministre de la France d'outre-mer en vue de servir en Afrique occidentale française, pour une période maximum de cinq années, à compter, rétroactivement, du 1<sup>er</sup> décembre 1947.

Par arrêté du 30 septembre 1950, M. Flandre (Marcel), chargé d'enseignement de collège technique, cadre normal, 2<sup>e</sup> catégorie, 5<sup>e</sup> classe, est placé en service détaché auprès du ministre des affaires étrangères en vue de servir au Maroc, en qualité de professeur adjoint à l'école industrielle et commerciale de Casablanca, pour deux périodes successives de cinq années, à compter, rétroactivement, du 1<sup>er</sup> novembre 1945.

## MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Autorisation d'effectuer un prélèvement par la chambre de commerce de la Rochelle sur le produit des péages perçus à son profit au port de cette ville.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 9 avril 1898 sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu la loi du 23 février 1941 concernant la perception des péages dans les ports maritimes de commerce et le décret du 26 avril 1941 pris pour l'application de cette loi;

Vu le décret du 19 janvier 1923 qui a fixé le taux des péages perçus au port de la Rochelle (ville et Pallice) au profit de la chambre de commerce de cette ville et prononcé leur fusion;

Vu les décrets des 17 mai 1928, 15 décembre 1939 et 17 avril 1941 et les arrêtés interministériels des 15 octobre 1946, 20 septembre 1947 et 2 mars 1950 qui ont modifié le taux des péages précités;

Vu la délibération du 21 juillet 1949 par laquelle la chambre de commerce de la Rochelle a demandé l'autorisation de prélever sur le produit de ces péages une somme de 4 millions de francs en vue du paiement de sa participation aux travaux d'infrastructure relatifs au prolongement de la quatrième voie ferrée du quai Nord du bassin à flot du port de la Rochelle-Pallice;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cette demande, et notamment l'avis de la commission permanente d'enquête du port du 20 avril 1950;

Vu l'avis du secrétaire général de la marine marchande du 9 juin 1950;

Vu l'avis du secrétaire d'Etat aux finances (affaires économiques) du 24 juillet 1950,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — La chambre de commerce de la Rochelle est autorisée à prélever sur le produit des péages perçus à son profit au port de la Rochelle (ville et Pallice) le montant de sa participation (provisoirement évalué à 4 millions de francs) aux travaux d'infrastructure relatifs au prolongement de la quatrième voie ferrée du quai Nord du bassin à flot de ce port, approuvés par décision du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme du 27 mars 1950.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 septembre 1950.

Pour le ministre des travaux publics, des transports  
et du tourisme et par autorisation :

Le directeur du cabinet,  
YRISSOU.

Le ministre de l'industrie et du commerce,  
JEAN-MARIE LOUVEL.